

PRIX DES ANNONCES :  
Annonces, la ligne, fr. 0.50; — Ann. financ. (avis d'ass. de soc.), la ligne, fr. 1.00; — Nécrologie, la ligne, fr. 1.00; — Faits divers (fin), la ligne, fr. 1.25; — Faits divers (corps), la ligne, fr. 1.50; — Chron. locale, la ligne, fr. 2.00; — Réparations judiciaires, la ligne, fr. 2.00.  
Administration et Rédaction :  
37-39, rue Fossés-Fleuris, Namur  
Bureaux de 11 à 14 h. et de 3 à 5 h.  
Les articles n'engagent que leurs auteurs. — Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

# L'Echo de Sambre & Meuse

PRIX DES ABRONNEMENTS :  
1 mois, fr. 2.50 — 3 mois, fr. 7.50  
Les demandes d'abonnement sont reçues exclusivement par les bureaux et les facteurs des postes.  
Les réclamations concernant les abonnements doivent être adressées exclusivement aux bureaux de poste.  
J.-B. COLLARD, Directeur-Propriétaire  
La « Tribune Libre » est largement ouverte à tous.

## Lettre de Bruxelles

### LETTRE DE BRUXELLES Une Nouvelle Incroyable

Bruxelles, 17 juillet 1918.

Il n'est pas un Belge qui ne sache que, depuis la première loi organique de notre enseignement primaire, la question scolaire a fait le fond et le tréfond de notre politique intérieure. Cette première loi datée de 1842. Jusqu'à ce moment, le roi Léopold I<sup>er</sup> semblait s'opposer personnellement à ce que notre enseignement public fut réglé par une loi, comme l'exigeait la Constitution. Il voulait, paraît-il, une organisation confessionnelle.

Or, à ce moment, le vent était plutôt à la neutralité, à laquelle le clergé belge lui-même avait fini par se rallier sous le régime hollandais, témoin les déclarations fort catégoriques à cet égard de l'évêque de Liège, Van Bommel.

De 1832 à 1840, le ministère fit préparer deux projets de loi organique de l'enseignement primaire, consacrant le principe de la neutralité scolaire.

Aucun de ces projets ne put jamais arriérer devant la Chambre. Ce ne fut que lorsque M. Nollomb fut devenu ministre, qu'une loi fut enfin votée, autorisant l'entrée du prêtre à l'école, non seulement à titre enseignant, mais à titre d'autorité avec un droit de contrôle sur l'ensemble de l'enseignement.

Dès le premier jour, le parti libéral s'insurgea contre cette loi qui rompait avec l'esprit du pacte de 1830. Cette lutte dura jusqu'en 1879 où le ministre Frère-Orban put enfin faire voter une nouvelle loi assurant le respect de la liberté de conscience à l'école.

Cette loi accordait au prêtre l'entrée de l'école publique pour y donner le cours de religion, mais ne lui reconnaissait plus aucun droit d'autorité ou de surveillance sur le reste de l'enseignement.

L'épiscopat belge n'accepta pas ce système, encore qu'il fonctionnait en France à l'entière satisfaction des catholiques de ce pays. Mais les évêques déclarèrent que l'Église ne pouvait tolérer dans la catholique Belgique une organisation qui elle se voyait obligée d'accepter en France.

Ce qui est bien la preuve, n'est-ce pas, ami lecteur, que l'Église entendait considérer la Belgique comme sa chose, et s'y conduire en maîtresse et en souveraine...

Cette loi de 1879 fut abrogée par les catholiques dès qu'ils revinrent au pouvoir en 1884.

Tout le monde sait aujourd'hui que le roi Léopold II contribua de toutes ses forces et de toute son influence à la chute du ministère Frère-Orban.

Le *Patriote*, journal clérical fort répandu avant la guerre, a même révélé que le soir de la chute de ce ministère, la joie fut si grande à la Cour, qu'on organisa à la hâte un bal, et la reine, les princesses et les dames d'honneur tournoyèrent, toute la nuit, aux bras des officiers d'ordonnance et des dignitaires de service.

Hélas ! le moment était vraiment bien choisi !

Depuis que les catholiques sont revenus au pouvoir, en 1884, ils avaient adopté, en matière scolaire, une politique toute différente de celle qui avait inspiré la loi de 1842, et qui, disaient-ils, ne pouvait plus leur suffire.

Leurs prétentions s'étaient accrues et développées avec leur puissance. Ils avaient maintenant pour objectif de supprimer progressivement l'enseignement de l'Etat, et de le remplacer par l'enseignement libre où ils étaient les maîtres et où ils pouvaient enseigner ce qu'ils voulaient.

C'est ce qui résulte des fameuses paroles prononcées par M. Schollaert, le 31 mai 1895, à Louvain : « Ministre de l'Instruction publique, mon cœur et mon âme vont à l'enseignement libre. »

Et le journal le *XX<sup>e</sup> Siècle* s'est chargé d'expliquer les raisons de cette préférence que son parti accordait aux écoles libres, en disant, dans son numéro du 31 mai 1906, que c'était des pépinières d'électeurs catholiques.

Comme l'argent de tous ne peut servir, dans un Etat convenablement organisé, à recruter des électeurs pour tel ou tel parti, les libéraux n'ont jamais cessé de combattre cette conception qui tendait à détruire l'enseignement officiel au profit des écoles libres. Et vous estimerez comme moi, ami lecteur, qu'ils ont bien fait.

Or, aujourd'hui, j'ai à vous signaler dans cet ordre d'idées une nouvelle pour laquelle il me faudrait tous les adjectifs de la fameuse lettre de M<sup>me</sup> de Sévigné à M. de Coulanges.

Cette nouvelle est, en effet, la plus étonnante, la plus imprévue et la plus invraisemblable qui soit. Tenez-vous bien, car vous allez recevoir un coup...

Sachez donc que les administrations communales du Grand-Bruxelles ont décidé de subventionner intégralement toutes les écoles libres existant sur le territoire de Bruxelles et des faubourgs, et cela de leurs deniers personnels et à la décharge de l'Etat !

Quand je vous disais que la nouvelle est inattendue et incroyable... Et pourtant, elle se confirme de divers côtés.

En réalité, une telle détermination équivaut au suicide pur et simple du parti libéral belge et à la banqueroute retentissante de son programme scolaire. Car, lorsque plus tard nous voudrions encore faire le procès des

écoles libres, on viendra nous objecter fort justement : « Vous avez reconnu leur nécessité ; vous avez rendu hommage à la légitimité de leur but ; vous les avez subventionnées afin de les maintenir en vie pendant l'époque la plus critique de notre histoire. »

Pour un démenti à tous les principes essentiels du libéralisme belge — c'est un fameux démenti. Le principe de la liberté subsidiaire se trouve ainsi confirmé de la façon la plus solennelle et la plus éclatante par ses plus irréductibles adversaires. Si c'est M. de Malines qui a réussi ce coup-là, je lui adresse ici l'expression de ma sincère admiration. Il a tué tout bonnement le libéralisme belge qui ne s'en relèvera jamais plus.

« Périsse les colonies plutôt que les principes ! » disait-on au temps de la Révolution française. Il ne s'est donc pas trouvé un homme en Belgique pour se souvenir de cette parole ?

L'absence de conviction est-elle donc telle dans les rangs du libéralisme qu'on y ignore que les principes fondamentaux des partis sont antérieurs et supérieurs à toutes les combinaisons de la politique et de la géographie.

Le libéralisme n'existe pas qu'en Belgique, son existence, même parmi les populations de nos villes et de nos campagnes, ne date pas de l'existence de la Belgique... Même pendant l'Union de 1829, sous le régime hollandais, les principes sont restés saufs et les drapeaux n'ont pas été souillés...

Il est facile de pénétrer les motifs qui ont déterminé les administrations communales du Grand-Bruxelles à se substituer à l'Etat dans les subventions nécessaires aux écoles libres. Celles-ci ont exprimé le désir d'échapper à la contrainte de la flamandisation.

Mais si les municipalités bruxelloises ont tant d'argent à leur disposition qu'elles peuvent en fournir à l'épiscopat, n'auraient-elles pas mieux fait de renoncer pour elles-mêmes aux subsides scolaires et de transformer leurs propres écoles en écoles libres ?

Tout père de famille bruxellois qui veut soustraire son enfant à une éducation exclusivement flamandisant, doit-il être mis dans la nécessité de l'envoyer à l'école chez les chers frères ou chez les bonnes sœurs ? Quelle violence on impose ainsi à sa conscience... Ses enfants, il est vrai, y recevront une éducation en langue française, mais quelle éducation ?

Ignore-t-on que c'est la haine de la France, la haine de la République, la haine et le mépris de la culture française qui fait le fond chez nous de l'enseignement congréganiste ?

A-t-on oublié les livres qui sont en usage dans cet enseignement, et maintes fois signalés à la Chambre, où la France est représentée comme une nation pourrie et perdue ?

A-t-on oublié les histoires de Belgique de Kurth et autres bons Pères où la France est représentée comme notre ennemie éternelle ?

Ah ! vraiment, on a voulu sauver la culture française en subventionnant les écoles libres ? Eh bien, elle est jolée, la culture française dans les écoles libres ! On voudrait la tuer définitivement qu'on ne s'y prendrait pas autrement... A-t-on oublié les sermons dans nos églises, dans toutes nos églises, pendant la première semaine de la guerre ?

Le *XX<sup>e</sup> Siècle* et les journaux du Havre ont osé imprimer, depuis la guerre, que la grande erreur commise par l'Allemagne, fut toujours de considérer la France comme une nation dégradée et vouée à une prochaine destruction.

Autant de mots, autant d'erreurs. L'Allemagne n'a jamais sous-évalué les mérites de la France. Elle n'a jamais cessé de rendre hommage à son labeur persistant, à ses grandes qualités, à l'énergie et au courage de ses habitants.

C'est en Belgique, c'est parmi les cléricaux belges qu'on a toujours affecté de mépriser la France et de la considérer comme la dernière des nations.

C'est à la Chambre belge qu'un député cléricale a parlé de la France pourrie, et le président, obligé de relever cette parole malsonnante et ne trouvant aucun argument pour la réfuter, parce qu'il avait partagé l'opinion de l'interrompue, dut se contenter de pousser une exclamation banale et dénuée d'ailleurs de sincérité dans sa bouche...

Pour finir cette lettre, beaucoup trop longue, laissez-moi vous conter une petite histoire.

Pendant la période électorale extrêmement agitée et acerbe qui précéda les élections de 1912, le journal le *XX<sup>e</sup> Siècle* s'avisa de faire placer sur les murs de Bruxelles une affiche illustrée qui résumait ses idées en matière scolaire.

L'impression était divisée en deux parties. D'un côté on voyait des enfants se rendre sagement à l'école communale, leurs livres sous le bras. De l'autre côté, on voyait sortir de la même école, les mêmes enfants, devenus égarés. Mais ce n'étaient plus les candides églésiens de la première image ; c'étaient de sinistres voyous, véritables apaches, le poignard et le revolver en main, marqués de tous les stigmates du vice et mûrs pour le crime.

La signification de l'affiche était expliquée par ces mots imprimés en grand caractère : « Comment ils y entrent, comment ils en sortent ! »

### COMMUNIQUÉS OFFICIELS

« L'Echo de Sambre et Meuse » publie le communiqué officiel allemand de midi et le dernier communiqué français, douze heures avant les autres journaux

#### Communiqués des Puissances Centrales

Berlin, 19 juillet.

Théâtre de la guerre à l'Ouest.

Groupe d'armées du Kronprinz Rupprecht de Bavière

L'activité combattive a repris vers le soir. Des reconnaissances nous ont valu des prisonniers.

Groupe d'armées du Kronprinz allemand.

Entre l'Aisne et la Marne, la bataille a repris de nouveau.

Les Français y ont entamé leur contre-offensive attendue depuis longtemps. Grâce à l'emploi de fortes escadres de chars d'assaut, ils ont commencé par pénétrer d'une manière surprenante en quelques endroits dans notre première ligne d'infanterie et d'artillerie et par reformer notre front. Mais, ensuite, nos divisions coopérant avec des réserves prêtes à intervenir, ont déjoué une percée.

Vers midi, on avait fait avorter toutes les attaques françaises dans la ligne depuis au Sud-Ouest de Neuville jusqu'au Nord-Ouest de Château-Thierry.

Dans l'après-midi, sur la totalité du front d'attaque, de puissantes charges de détail ennemies se sont brisées à nos nouvelles positions.

Les colonnes ennemies cherchant à gagner le champ de bataille ont été efficacement attaquées par nos aviateurs de combat.

Nos aviateurs de chasse ont descendu 32 appareils de l'adversaire. Le lieutenant Loewenhardt a remporté ses 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup>, le lieutenant Bolle ses 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> et le lieutenant Döring sa 22<sup>e</sup> victoire aériennes.

Sur le front Sud de la Marne, après leurs succès des 16 et 17 juillet, les Français se sont contentés de diriger des charges partielles sur nos positions au Sud-Est de Mareuil. Elles ont été repoussées.

Entre la Marne et Reims, ainsi qu'à l'Est de cette ville, l'activité combattive s'est bornée à des combats locaux.

Dans le bois du Roi sur des deux côtés de Pourvoy, des attaques ennemies se sont écroulées.

A l'occasion d'une poussée fructueuse au Nord-Ouest de Prosnes et en refoulant des charges partielles ennemies dans la Suippes ainsi que de part et d'autre de Perthes, nous avons fait des prisonniers.

Le nombre des prisonniers ramenés depuis le 15 courant dépasse 20.000.

Vienne, 17 juillet. — Officiel de ce midi.

Au Sud d'Asiago, deux compagnies anglaises ont réussi à pénétrer passagèrement dans nos tranchées; elles ont été rejetées après un court combat.

Dans la vallée de la Brenta, des opérations de patrouilles nous ont valu 30 prisonniers et 2 mitrailleuses.

Les pertes subies par l'ennemi au cours des derniers combats livrés sur le Solarolo ont été extraordinairement élevées.

Dans un étroit secteur du front, nous avons compté plus de 500 corps de soldats italiens tués.

En Albanie, la situation n'a pas changé.

Vienne, 18 juillet. — Officiel de ce midi.

En Italie, pas d'événement particulier à signaler. En Albanie, l'ennemi est en contact avec nos troupes de couverture.

Sur mer.  
Plusieurs escadrilles d'avions et d'hydroavions ennemis ont lancé environ 200 bombes le 17 juillet sur Pola.  
2 ouvriers civils ont été tués; il y a eu, en outre, plusieurs blessés.  
Les dégâts sont peu importants.

Constantinople, 15 juillet. — Officiel.

Dans le secteur de la côte, notre artillerie a efficacement bombardé des abris ennemis.

Des deux côtés du Jourdain, des détachements de reconnaissance ennemis ont attaqué nos positions; ils ont été facilement repoussés sur toute la ligne. Rien d'important à signaler sur les autres théâtres de guerre.

Berlin, 17 juillet. — Officiel.

Nous avons donné plus d'ampleur le 16 juillet à la nouvelle victoire que nous venons de remporter sur la Marne et en Champagne.

De très importantes forces ennemies, appuyées par un grand nombre de chars d'assaut, ont exécuté de violentes contre-attaques; le seul résultat qu'elles aient obtenu a été d'augmenter leurs sacrifices sanglants et le nombre de nos prisonniers.

Les attaques de masses ennemies ont croulé dans le sang sur toute la ligne.

L'affiche, à n'en pas douter, visait les écoles communales. Comme elle avait été collée sur les murs de Bruxelles, la ville de Bruxelles pouvait se croire mise en cause et calomniée; elle intenta de ce chef au *XX<sup>e</sup> Siècle* une action en dommages-intérêts, et elle réclama cent mille francs comme entrée de jeu.

Le *XX<sup>e</sup> Siècle* fut pris de peur. Il chercha un dérivatif, une excuse. Et savez-vous ce qu'il trouva ? Il déclara que ce n'était pas l'école belge qu'il avait voulu viser, mais l'école française... C'était là, et là seul, qu'on fabriquait des apaches avec d'ingénus petits Saint-Jean.

Mais voyez le malheur ! Echantonnant, grâce à cette défaite, à l'action de la Ville de Bruxelles, le bon apôtre tombait du coup sous celle du ministre de France qui ne pouvait laisser passer sans protester cette insulte aux écoles de son pays. Aussi le 14 juillet suivant, M. Klobukowski, recevant les membres

de la Colonie, saisit-il l'occasion pour faire, dans un bref discours, l'éloge de l'école neutre française telle qu'elle est organisée par les lois de Jules Ferry et de Paul Bert.

L'histoire ne finit pas ici. Il y a un épilogue qui vaut son prix.

Le *XX<sup>e</sup> Siècle*, ainsi mouché, prétendit que M. Klobukowski, en faisant l'éloge de l'école neutre, s'était immiscé dans les affaires de la politique belge, et réclama... nous rappelons-nous nous-même obligé de lui faire remarquer que le ministre avait parlé à la Légation — donc en territoire français — devant des Français, d'une institution française, que l'affaire des lors ne nous regardait pas, et que — tout compte fait — il n'y a que les morveux qui se mouchent et les teigneux qui se grattent.

Le *XX<sup>e</sup> Siècle* se le tint pour dit et ne souffla plus mot. Mais il a aujourd'hui sa revanche, grâce aux administrations communales du Grand-Bruxelles. FRANZ FOULON.

Par contre, nous avons réussi à nettoyer le bois de Condé et à nous emparer à cette occasion de plusieurs canons; en outre nous avons fait prisonniers 5 officiers et 125 soldats.

A 2 heures de l'après-midi, l'ennemi a attaqué à différentes reprises notre front au Sud de la Marne et a mis en action tous les moyens dont il dispose.

Une fois de plus, tous ses assauts se sont écroulés sur la route d'Épernay-Dormans et lui ont coûté des pertes extraordinairement élevées.

La nuit, de violents combats de rues se sont aussi livrés à cet endroit; nous avons fermement tenu et, sur quelques points, même étendu notre gain territorial du 15 juillet.

En Champagne, où notre attaque a arraché à une seule journée aux Français presque tout le terrain territorial qu'ils avaient acquis par des combats sanglants de plusieurs années, nous avons aussi repoussé 3 attaques ennemies et amélioré notre position.

Surtout en Champagne, où des centaines de milliers de soldats français ont payé de leur sang en automne et en hiver de 1915, de même qu'en avril de 1917, un gain de terrain peu important, les résultats de la grande attaque allemande font un contraste frappant avec ceux obtenus par les Français au cours des trois batailles qu'ils ont livrées en masses compactes.

Berlin, 17 juillet. — Officiel.

La nouvelle tête de pont que nous avons arrachée aux Français sur la Marne malgré leur opiniâtre résistance s'étend sur un front de 12 kilomètres et a une superficie de plus de 70 kilomètres carrés.

Notre établissement sur la Marne même déjà fort incommode pour l'ennemi se trouve ainsi englober 8 kilomètres de plus en chiffre rond grâce à la conquête des collines qui dominent au loin la vallée.

Dès la matinée du premier jour de notre offensive, les contre-attaques que l'ennemi a fait se succéder contre le flanc Ouest de notre nouvelle tête de pont ont été caractérisées par un acharnement qui montre qu'il s'est rapidement rendu compte de son importance.

En choisissant la partie orientale du front de la Marne pour franchir la rivière, à quoi nous avons si rapidement réussi malgré les efforts opiniâtres de l'ennemi, nous l'avons obligé à s'étendre vers l'Est.

Justicé, c'est à l'aile occidentale de ce front que les Français ont cherché à concentrer le poids de leur défense; ils sont forcés de développer désormais et pleinement leurs forces à l'aile orientale et de s'y tenir prêts.

Berlin, 17 juillet. — Officiel.

À droite de Reims s'étendent les régions boisées et montagneuses de Nourroy-Morvilliers que surplombent les hautes cimes sans végétation qui sont devenues célèbres dans le monde entier dès le début de la guerre, le Coraillet, le Hachberg, le Keilberg, le Poehberg et le Fichtelberg, qui constituent un point d'appui comparable à une véritable forteresse.

C'est là qu'avait échoué au printemps de 1917 l'offensive du général Nivelle; l'ennemi toutefois, au prix de pertes immenses et grâce à la supériorité du nombre, avait réussi après des combats à alternatives diverses qui durèrent des semaines du 17 au 30 avril 1917, à prendre possession des cimes qui dominent la région.

Ces hauteurs permettaient aux Français d'observer sans relâche tous les mouvements qui venaient à se produire loin de notre front, en outre, des piliers d'angle de la position du mont Coraillet et du Fichtelberg, ils exerçaient une action de flanc continue et extrêmement violente contre nos lignes tout le long de la crête et près de Vaugincourt.

Naturellement déjà le pays, coupé de nombreuses vallées que parsement de petits bois et que dominent d'excellents postes d'observation, se prête excellentement à la défense.

Les défenseurs ne pouvaient manquer de se couvrir partout contre l'assaut ennemi obligé d'avancer à travers le champ de tir. Se conformant à cette importante tactique, les Français ont fortifié tout le massif montagneux des ouvrages dont la construction a duré plus d'un an. Malgré tout, nos troupes ont réussi à prendre cette hauteur d'assaut du premier coup.

Aujourd'hui, du haut des crêtes, troupes comme des éponges par les grenades, la vue de nos chefs porte au loin jusqu'à la Vesle et leur permet d'observer les mouvements de troupes de l'ennemi dans le secteur du grand camp et des grands magasins de Mourmelon-le-Grand.

Berlin, 17 juillet. — Officiel.

La bataille sévit actuellement dans la même région où la même armée du général von Einem empêché, lors de la bataille d'automne en Champagne, les armées du général Joffre de percer notre front.

A cette époque, nous avions 5 divisions engagées dans la bataille; nos mitrailleuses fauchaient les rangs des assaillants et les cadavres s'entassaient par monticules.

Aujourd'hui, au même endroit, notre infanterie se bat presque sans perdre un homme.

Notre artillerie mise en batterie en rase campagne n'est contrebutée que par un si petit nombre de canons français qu'on ne leur accorde pour ainsi dire pas attention.

Berlin, 17 juillet. — Officiel.

Notre attaque d'avant-hier a coûté aux Français tout le système de leurs positions de première ligne en Champagne, depuis le massif du Keilberg et du Hochberg jusqu'à la région de Tabure.

Bien que le temps fut défavorable, les batteries françaises ont été réduites à un si complet silence que notre infanterie a pu enlever leur première ligne sans subir quère de pertes et briser partout très rapidement la résistance des Français.

Les points d'appui français, ayant été pris tous sous notre feu, nos fantassins ont opéré si promptement qu'ils ont pu occuper les issues des tranchées avant qu'elles fussent sorties les occupants qui se sont par centaines laissés faire prisonniers sans résistance.

Dès lundi, nous avions organisé en vue d'une éventuelle défensive, le terrain que nous avions conquis et assuré nos communications avec l'arrière à travers les champs d'entonnoirs.

Berlin 19 juillet. — Dans la Méditerranée, nos sous-marins ont coulé 4 vapeurs de quelque 16.000 tonnes brut, naviguant au milieu d'un convoi puissamment protégé.

Un autre vapeur d'au moins 6000 tonnes brut a été sérieusement endommagé, mais a pu atteindre le port proche.

En dehors de cela, 4 petits voiliers ont été coulés.

#### Communiqués des Puissances Alliées

Paris, 18 juillet, (3 h.)

Nous avons attaqué ce matin les positions allemandes depuis la région de Fontenoy-sur-Aisne jusqu'à la région de Belleau et nous avons pénétré en un certain point jusqu'à 3 kilomètres.

On signale des prisonniers sur le front de la Marne et en Champagne. La nuit n'a apporté aucun changement.

Au Sud-Ouest de Nanteuil-la-Fosse, nous avons arrêté net une violente poussée de l'ennemi.

Au Nord de Grosnes, une attaque menée par les troupes de la garde a complètement échoué.

Paris, 18 juillet, (11 h.)

Après avoir brisé l'offensive allemande sur les fronts de Champagne et de la montagne de Reims, dans les journées des 15, 16 et 17 juillet, nos troupes en union avec les forces américaines se sont portées le 18 à l'attaque des positions allemandes entre l'Aisne et la Marne sur une étendue de 45 kilomètres.

Partant du front Amblény, Longpont, Troesnes, Bouvesches, nous avons réalisé une avance importante dans les lignes allemandes. Nous avons atteint les plateaux qui dominent Soissons au Sud-Ouest et la région de Chaudun.

Entre Villers-Héloug et Noroy-sur-Oureq, de violents combats sont en cours.

Au Sud de l'Oureq, nos troupes ont dépassé la ligne générale Marizi-Sainte-Genève, Hautevesnes, Belleau, plus de vingt villages ont été repris par l'admirable élan des troupes franco-américaines.

Plusieurs milliers de prisonniers sont entre nos mains.

Aucun événement important sur les autres parties du front.

Paris, 17 juillet. — Officiel de 11 h.

La bataille a continué aujourd'hui avec un acharnement soutenu sur l'ensemble du front.

A l'Ouest de Reims, en dépit de ses efforts, l'ennemi n'est pas parvenu à accentuer ses avances.

Nos troupes, par leur résistance héroïque et par leurs contre-attaques incessantes, ont enrâyé, avec des alternatives d'avance et de recul, la poussée de l'ennemi.

Au Sud de la Marne, les combats se déroulent sur les pentes boisées au Nord de Saint-Agnan et La Chapelle-Monthodon.

Des actions très vives au Nord de Comblizy et de Festigny nous ont permis de maintenir l'ennemi aux lignes Sud des bois de Bouquigny et des Châtaignes.

A l'Est d'Orville, l'ennemi a réussi à reprendre pied dans Monthuis.

Entre la Marne et Reims, la lutte se poursuit au Nord de Neuil, dans le bois du Roi, où l'ennemi a pénétré et que nos troupes défendent pied à pied.

La forêt de Courton est également le théâtre de violents combats; l'ennemi reste maintenu à l'Ouest de Nanteuil-la-Fosse.

Pourcy, objectif de puissantes attaques, qui se sont renouvelées à plusieurs reprises, n'a pu être atteint par l'ennemi. Une brillante contre-attaque des troupes italiennes à l'Ouest de ce village a refoulé l'ennemi dans la vallée de l'Arde.

De nombreux morts ennemis en avant des lignes témoignent de lourdes pertes subies par lui.

Situation sans changement dans le secteur de Vigny et du Sud-Ouest de Reims.

A l'Est de Reims, nous avons brisé une attaque entre Beaumont-sur-Vesle et Sillery. Nos positions demeurent intactes sur l'ensemble du front de Champagne.

Londres, 17 juillet. — Officiel :

A l'Est de Villers-Bretonneux, nous avons fait des prisonniers et pris des mitrailleuses, grâce à une petite opération réussie.

Dans ce secteur, nous avons aussi repoussé une attaque ennemie.

Nous avons fait quelques prisonniers dans les environs d'Halluch.

Au Nord de Béthune et à l'Ouest de Neuville, nous avons fait des prisonniers au cours d'engagements entre patrouilles.

Près de Villers-Bretonneux, l'artillerie a été active et s'est servie de grenades à gaz.

Rome, 17 juillet. — Officiel.

Sous la protection d'une violente action de l'artillerie anglaise et française, un détachement britannique a pénétré dans les lignes ennemies établies au Sud-Est d'Asiago.

Un violent combat s'est engagé avec les soldats autrichiens, qui ont subi de fortes pertes et laissé 24 prisonniers et 2 mitrailleuses entre les mains des Anglais.

Christiana, 17 juillet. — L'Allemagne a accordé un sauf-conduit au vapeur « Bergensfjord », qui partira dans quelques jours de New-York pour rentrer à Christiania.

Milan, 17 juillet. — On mande de Londres au « Secolo » :

Le gouvernement anglais a décidé d'invier la Banque d'Angleterre à produire les documents déposés sous scellés par des étrangers.

Les noms des déposants seront publiés et les dépôts saisis.

Berlin, 17 juillet. — L'accord conclu à La Haye entre les délégués allemands et anglais au sujet de l'échange des prisonniers et des civils internés est soumis en ce moment à l'approbation des gouvernements intéressés.

L'assentiment du gouvernement allemand dépendra, ainsi qu'il a été déclaré, par les délégués allemands, de l'empressement que mettra le gouvernement britannique à régler d'une manière satisfaisante la situation de ressortissants allemands se trouvant en Chine.

Varsovie, 17 juillet. — Le Conseil des ministres oukraiens a supprimé le 8 juillet les ministères nationaux polonais, russe et israélite, dont les affaires seront désormais traitées par le ministère de l'instruction publique et celui de l'intérieur.

Christiana, 17 juillet. — Le ministre d'Allemagne, M. von Hintze, a été reçu aujourd'hui par le Roi en audience de congé.

Genève, 17 juillet. — La « Nouvelle Correspondance » annonce qu'André, un des assassins du comte Mirbach, a été mis à mort.

Son complice Élieklou n'a encore pu être arrêté.

Alger, 17 juillet. — On mande de Lyon :

« A la suite de certains incidents, le commandant militaire d'Alger a proclamé le 12 juillet l'état de guerre en Algérie et à Tunis. »

### L'Offensive allemande à l'Ouest

Paris, 17 juillet. — Les canons allemands à longue portée ont continué mardi à bombarder la région de Paris.

Genève, 17 juillet. — Le bombardement de Paris par le canon à longue portée est si violent, que les communications télégraphiques avec Paris sont interrompues.

Le président Poincaré est allé voir les victimes et s'est rendu sur le théâtre des explosions.

Paris, 17 juillet. — Le préfet de police chargé de la direction des travaux de construction des abris dans toute l'étendue du camp retranché de Paris, vient de lancer une circulaire dans laquelle il insiste sur la nécessité de construire dans la banlieue des tranchées et des abris où puissent chercher un refuge les habitants des maisons à un seul ou à deux étages.

Berlin, 18 juillet. — On mande de Genève au « Lokal Anzeiger » que le communiqué français de midi n'est pas arrivé.

On explique ce retard par des perturbations dans le service des télégraphes français, occasionnées par le bombardement de Paris.

Après la note Havas, publiée dans la matinée, on ne savait pas encore dans les sphères dirigeantes, quelle direction avait pris les détachements allemands, qui avaient réussi à franchir la Marne.

D'après le « Progrès de Lyon », les Parisiens avaient éprouvé, au moment où se déclancha l'offensive allemande, l'impression qu'un formidable orage avait éclaté dans le lointain.

Le ciel était constamment illuminé, et le bruit des canons ressemblait au grondement du tonnerre.

Une foule nombreuse s'était massée sur les points culminants de la ville pour assister au spectacle qui se déroulait depuis midi.

Le « Petit Parisien » estime que le tonnerre des canons se perçoit à une distance de 200 kilomètres au delà de Paris.

Berlin, 17 juillet. — Le correspondant Karl Rosner écrit à son journal le « Lokal Anzeiger », de Berlin :

« L'empereur Guillaume ayant exprimé le désir d'assister, dès le début, au déclanchement de la nouvelle offensive, s'est dans la soirée du 14 juillet porté sur les lieux où le combat allait s'engager. »

Il a passé la nuit sur le point, puis, dès le point du jour, il s'est rendu vers un point d'observation avancé, d'où il a pu écouter, étant aux premières loges, le formidable orchestre de notre artillerie et assister au tableau impressionnant de nos canons.

Quelques heures après notre attaque, qui se déclancha à 4 h. 50 du matin, le chef suprême de l'armée reçut les premiers rapports relatant la bonne marche de l'entreprise. Sans prendre une seule heure de repos, l'empereur est resté jusqu'à crépuscule sur les lieux du combat, encourageant les soldats par sa présence. Le lendemain, il a assisté jusqu'au soir à la marche victorieuse des troupes traversant la Marne et se frayant un passage au Sud-Ouest de Reims.

Berlin, 17 juillet. — Nous avons bombardé l'importante gare française de Châlons-sur-Marne, efficacement, car nous avons observé que nous avions touché plusieurs fois les puts que nous visions et avons constaté de grands incendies.

Zurich, 17 juillet. — Depuis le nouveau bombardement d'Amiens, les tribunaux de cette ville ont été transportés à Beauvais.

Londres, 17 juillet. — On mande de Paris à l'Agence Reuters :

« Le fils cadet de l'ancien président Roosevelt a été tué au cours d'un combat aérien livré près de Château-Thierry; il est tombé dans les lignes allemandes. »

EN RUSSIE.

Berlin, 17 juillet. — La « Novaja Chisna » a publié la déclaration suivante du représentant diplomatique des Etats-Unis à Moscou :

« Les Alliés considèrent toujours la Russie comme un Etat se trouvant en guerre car ils ne reconnaissent en aucune façon le traité de paix de Brest-Litovsk. »

Wilson a déclaré ne pas vouloir abandonner la Russie, et dans sa pensée ces mots signifient qu'il ne veut pas assister avec désintéressement à l'exploitation du peuple russe et à l'accaparement des richesses naturelles de la Russie par les Allemands.

L'attitude de l'Amérique ne lui est dictée ni par la soif de complètes territoriales ni pour s'assurer des avantages commerciaux.

Les Etats-Unis n'entendent s'immiscer d'aucune façon dans les affaires intérieures russes; ils désirent que la Russie décide en pleine liberté de son sort et ne soit pas obligée de se soumettre à l'administration tyrannique de l'Allemagne.

Belges tués et blessés par les bombes d'aviateurs alliés.

1. BRUGES. — Raid aérien du 27 juin 1918. a) Tué : Edouard de Graeve, 29 ans (1 frère à l'armée belge). b) Blessés : Jean Vandewalle, 71 ans, St-Pieters; Marie De Plancke, 45 ans (1 fils à l'armée belge); Adienne De Plancke, 5 ans (1 frère à l'armée belge).

2. CROIX (ex Roubaix). — Raid aérien du 29 juin. a) Tués : Egonse Depoorter, 29 ans, Wasquehal, époux à l'armée française; Albert Pollet, 13 ans, Wasquehal, oncle à l'armée française; Robert Kinds, 10 ans, Roubaix, père interné en Hollande. b) Blessés : Marie Bataille, 64 ans, Tourcoing; Germaine Cantrel, 22 ans, Wasquehal, père et frère à l'armée française.

3. OSTENDE. — Raid aérien du 29 juin 1918. Blessés : Angèle Lelievin, 25 ans, 4 cousins à l'armée belge; Oswald Chateau, 6 ans, 4 cousins à l'armée belge.

4. COURTRAI. — Raid aérien du 30 juin 1918. Blessé : Georges Teirlinck, 26 ans, 1 frère à l'armée belge.

5. BRUGES. — Raid aérien du 1er juillet 1918. Blessés : Gustave Courtoys, 31 ans, 1 frère à l'armée belge; Arthur Boone, 12 ans.

6. OSTENDE. — Raid aérien du 1er juillet 1918. Blessés : Napoléon Bernaels, 62 ans, 1 fils à l'armée belge; Alexis Verlinde, 61 ans, 1 neveu à l'armée belge.

7. OSTENDE. — Raid aérien du 1er juillet 1918. a) Tués : Pierre Delaeter, Breedene; Lodewyck Devos, 20 ans; Théophile Sinnael, 50 ans; Paul Windey, 29 ans; Ambrosius Smit, 24 ans. b) Blessés : Gabrielle Decombel, 18 ans, 1 frère à l'armée belge; Marie Decombel, 36 ans, 1 frère à l'armée belge; Oscar Eyland, 34 ans, 3 frères à l'armée belge; Victor Goenighe, 27 ans; René Cuyper, 20 ans, Breedene; Oscar Cartrijse, 22 ans, Breedene; 1 frère à l'armée belge; Charles Bertheloot, 70 ans, 6 fils à l'armée belge; Alice Kimpe, 45 ans, 2 neveux à l'armée belge; Emmanuel Degraeve, 67 ans; Louis Deverlange, 46 ans, 2 fils à l'armée belge; Cornelle Wiscoq, 56 ans, 2 neveux à l'armée belge; Gabrielle Mycke, 30 ans.

8. TOURCOING. — Raid aérien du 4 juillet 1918. Tués : Emile Laignel, 59 ans, 1 fils prisonnier de guerre en Allemagne; Stéphanie Laignel, 56 ans, id.

9. MOUSCRON. — Raid aérien du 4 juillet 1918. Tués : Vandervelde Emile, 58 ans; id. Pauline, 57 ans; id. Valère, 35 ans; id. Abel, 26 ans; id. Ever, 20 ans; id. Eliser, 16 ans.

### Petites Chroniques

#### DE-CI, DE-LA

— Alors, vous trahissez le pays? Vous oubliez que votre frère défend héroïquement le sol sacré de la Patrie.

— Pardon, je ne le trahis pas et j'ai la conviction d'être aussi patriote que lui.

Les rôles ne sont peut-être pas les mêmes et cela se comprend, l'homme agissant selon l'état qu'il occupe.

Que peut-on reprocher à ceux qui ont comme programme : « Sauver la Wallonie et la Belgique » ?

Pour sauver l'un, il faut sauver l'autre, et c'est ce que de courageux Wallons ont compris.

Ils ont eu l'énergie de ne pas faire le mouton de Panurge, de dire la vérité au peuple, de combattre la politique intransigeante des Jeunes Flamands, de donner les moyens qui peuvent, seuls, nous éviter l'annexion, nous faire vivre en paix mieux que jamais et rendre notre Belgique riche et prospère.

— Possible, mais ce n'est pas le moment. Sachez que vous faites le jeu de l'ennemi.

— Je m'attendais à celle-là. Laissez-moi bourrer ma pipe et je vais vous répondre à cette éternelle et unique objection au mouvement wallonien.

D'abord, cette petite histoire :

Une mère quitte ses deux fils, les abandonne et les laisse seuls sans foyer.

Comme elle ne revient, l'un des deux se décide à vivre sa vie, selon ses goûts, ses affinités particulières et, lâchement, l'abandonne son frère pour se créer une famille.

Ainsi livré à lui-même, l'autre ne sait que faire. Après avoir longtemps réfléchi, il se crée aussi un centre, mais aimant encore sa mère, il cherche à rappeler à de meilleurs sentiments son frère égaré.

— Comment? Je ne comprends pas.

— Vous n'êtes pas documenté. Lisez attentivement le manifeste du Comité de Défense de la Wallonie. Il est dit clairement ce que nous voulons : « Une Belgique fédéraliste et indépendante. »

— Tout cela, c'est très bien, mais le moment n'est pas choisi, vous dis-je. Ne peut-on laver son linge en famille ?

— Qui l'a voulu? Non? Pas du tout. Ce sont les Flamands.

Quant à nous, nous subissons la séparation et puisque on nous la donne, nous l'acceptons et nous la gardons.

Que feriez-vous, si votre ennemi vous accordait du jour au lendemain un bien-être auquel vous aspirez depuis longue date? Le refuserez-vous ?

— Non.

— Vous avez compris.

Nous, nous nous serions tus jusqu'au bout. Mais, puisque le lion noir a rompu ses chaînes, que le mouvement flamand devient puissant et va jusqu'à répudier le nom de Belgique, nous avons cru bon d'y répondre. C'est pourquoi le coq a chanté, il a rappelé, au devoir, les Wallons qui dormaient.

Ceux-ci voyant le danger ont répondu à l'appel et, aujourd'hui, s'enrôlent sous les plis du drapeau jaune et rouge, aspirant à une Belgique vivace et forte des deux races qui s'entendent.

Certes, nous, nous ne dirons pas aux flamands ce qu'ils nous disent : « Vive nous, à bas les autres! », mais leur ferons comprendre que le salut de la France et de la Wallonie n'est possible que dans le rétablissement d'une Belgique nouvelle, dans laquelle, Lion flamand et Coq wallon pourront poursuivre de glorieuses destinées, sans heurt et sans froissement, et, pour cela, il nous faut l'union par la séparation librement consentie de part et d'autre.

— ???

— Nous y reviendrons.

§ 2. — Quiconque aura enfreint les dispositions du § 1er, sera puni soit d'un emprisonnement de 3 ans au plus et d'une amende pouvant atteindre 5000 francs, soit d'une de ces deux peines, à moins, toutefois, que la peine plus élevée ne doive être appliquée en vertu des dispositions pénales générales.

En outre, on pourra prononcer la confiscation des objets acquis par le contrevenant à l'encontre de la présente interdiction.

Les tribunaux et commandants militaires allemands connaîtront des infractions au présent arrêté.

§ 3. — Restent en vigueur les dispositions analogues mais d'une portée plus étendue, prises par les commandants, « Gouvernements », etc., placés sous mes ordres.

Bruxelles, le 9 juillet 1918.

Der Generalgouverneur in Belgien, Freiherr von FALKENHAUSEN, Generaloberst.

AVIS

concernant les examens des écoles normales moyennes

L'avis du 28 juin 1918 C. W. III 5891 (Bulletin Officiel des Lois et Arrêtés pour la Wallonie, N° 54 du 2 juillet 1918) est complété dans ce sens, qu'il sera aussi procédé, à l'école normale moyenne libre des Filles de la Croix, rue Hors-Château, 61, à Liège, aux examens d'aspirant professeur agrégé, professeur agrégé, aspirante-régente et régente, ainsi qu'aux examens approfondis sur les langues germaniques.

Namur, le 15 juillet 1918.

Der Verwaltungschef für Wallonien, HANIEL.

AVIS

Par arrêté C. W. V. 4603 pris à la date du 4 juillet 1918 par Son Excellence M. le Gouverneur général en Belgique, M. Joseph STEVENOT, premier échevin est nommé bourgmestre de la commune d'Alt-Habich, arrondissement de Virton.

Namur, le 9 juillet 1918.

Der Verwaltungschef für Wallonien, HANIEL.

AVIS

Par arrêté C. W. V. 4324, pris à la date du 29 juin 1918 par Son Excellence M. le Gouverneur général en Belgique, M. Alexandre DENIS, secrétaire communal, a été nommé bourgmestre de la commune de Mirwart, dans l'arrondissement de Neufchâteau. Il est autorisé à continuer d'exercer ses fonctions de secrétaire communal.

Namur, le 10 juillet 1918.

Der Verwaltungschef für Wallonien, HANIEL.

### Chronique Liégeoise

Ventes de charité.

Jusqu'au 20 juillet inclus, ont lieu dans les salles du Continental, des ventes fort originales de fleurs et de légumes au profit de l'OEuvre du Souper aux nécessiteux et malades et du Cercle les XV.

Tous les jours, d'accortes demoiselles vendent avec leur plus gracieuse sourire les fleurs exposées et ce qui vaut encore mieux, des légumes à des prix fort avantageux. Jugez-en : carottes, 1 fr. le kilo.; choux de Savoie, 1 fr.; choux rouges, 2 fr. 50; oseille, 1 fr. 25; rhubarbe, 1 fr.; oignons, 1 fr.; salade, fr. 0.25 pièce.

Comme la vente est accessible à tous — la présentation du carnet de ménage suffit — vous pensez si toutes nos braves ménagères affluent.

Il y a également, chaque jour, une vente à prix réduits de charcuterie fine, de viande de bœuf et de porc à des prix très avantageux et un five o'clock très suivi.

Service des denrées alimentaires.

Pendant le mois de juin, ce service a prélevé 40 échantillons, soit 29 de lait, 4 de vinaigre, 3 de pudding, 1 de sirop, 2 de farine de pois et fèves et 1 de cacao.

38 de ces échantillons ont été reconnus falsifiés, vous entendez bien, « trente-huit » falsifications sur « quarante marchandises! » notamment 14 échantillons de lait par écremage et addition d'eau; 20 de lait par addition de 15 à 35 p. c. d'eau; 3 de vinaigre dont la teneur en acide acétique est de 1,20 à 2,31 p. c. au lieu de 3 p. c.; un de farine de pois et fèves contenant des filaments et un très grand nombre d'œufs gâtés.

Je m'étonne de ne pas voir figurer dans cette liste des échantillons de cigarettes et de chicorée, dont il se fait un grand trafic actuellement au marché du lundi de la place Verte; or, j'ai vu des paquets de ce qu'on vendait pompeusement sous le nom de chicorée extra, contenant des cossettes de betteraves torréfiées ou du « sable » mélangé à 25 % de chicorée !!

C. M.

### Chronique Carolorégienne

Manoeuvres... électorales.

La laïcisation toute récente de l'hôpital civil de Charleroi est très commentée dans tous les milieux, mais elle a certainement fait perdre toute retenue à certains énergumènes du parti clérical, lesquels répandent partout le bruit qu'un nombre des infirmières laïques qui ont remplacé les religieuses, figure — pour un traitement annuel de 7000 fr. — Mlle Buisset, fille d'un de nos plus sympathiques députés de l'opposition.

N'était les tristes moments que nous vivons, cette absurde calomnie passerait pour une... manoeuvre électorale de la dernière heure; on en a du reste vu bien d'autres en mai 1912 et 1914 !

La séance des excuses.

L'assemblée des bourgmestres du lundi 15 juillet peut être dénommée... « la séance des excuses ».

Nous avons dit dans un précédent numéro que le Comité Régional d'Alimentation avait défendu à certaines communes, et notamment à celle de Châteauneuf, d'acheter des légumes en dehors de l'Intercommunale des magasins communaux.

Le rapport examine, de façon détaillée, la situation économique générale de l'Allemagne, à laquelle il consacre une série d'observations qui méritent l'attention.

Entre autres, il fait ressortir les conséquences fâcheuses qui résulteraient de l'introduction d'un prélèvement sur la fortune dans le but d'alléger le fardeau des dettes de guerre, et revendique la levée de toutes entraves au libre exercice du commerce et de l'industrie.

Un supplément au rapport donne un intéressant tableau des fluctuations des cours de change dans les pays belligérants, du 1er mars 1915 à fin mars 1918; les écarts sont indiqués en pour cents par rapport au pair.

Bilan au 31 décembre 1917

ACTIF.

Espèces en caisse, espèces étrangères, coupons, avoir chez les banques d'émission et caisses de compensation M. 218,402,456.85

Portefeuille (effets de commerce et bons du Trésor non productifs d'intérêts) 1,618,213,241.93

Notre avoir auprès d'autres banques et banquiers 231,395,980.80

Reports et avances sur valeurs négociables en Bourse 289,017,153.56

Avances sur marchandises et documents dont il est couvert à la date du bilan 29,664,671.34

a) par des marchandises, lettres de voitures ou certificats de dépôts 7,377,758.96

b) par d'autres garanties 20,520,874.23

Portefeuille, titres 77,394,256.43

a) Emprunts et bons du Trésor de l'Empire et des Etats fédéraux 64,273,950.28

b) Autres titres engagés à la Reichsbank ou à d'autres banques centrales 3,444,804.69

c) Autres titres cotés en Bourse 7,332,061.72

d) Autres titres 2,343,442.73

Participations financières 45,503,189.89

Participation à la Norddeutsche Bank in Hamburg, à Hambourg 60,000,000.—

Participation au A. Schaafhausen-sche Bankverein A. G. 100,000,000.—

Participations permanentes à d'autres banques et banquiers 54,167,999.95

Débiteurs en comptes courant a) couverts 665,266,486.56

b) non couverts 464,021,289.60

dont il est converti en titres négociables en Bourse 205,066,398.90

En outre débiteurs par aval ou caution 201,245,196.95

Portefeuilles titres de la Caisse de retraite et autres fondations 6,616,661.65

Mobilier 1.—

Immeubles de la Banque à Berlin et chez les succursales 31,456,942.50

A déduire hypothèque sur terrains : 5,000,000.—

Unter den Linden 33/34, Linden-gasse et Charlottenstrasse 37/38 Coblenze 220,000.—

Danzig 153,000.—

Stettin 10,000.—

Autres immeubles : 7,851,768.79

M. 3,429,597,781.24

PASSIF.

Capital entier, versé M. 310,000,000.—

Reserve générale légale 108,052,546.24

A ajouter virement sur le compte de profits et pertes de 1917 947,453.76

Reserve spéciale 25,000,000.—

Créditeurs divers 2,870,243,432.88

a) Engagements en compte « Nostro » 35,221,656.50

b) Crédits à la disposition de notre clientèle chez des tiers 23,597,268.82

c) Avoirs des banques et banquiers allemands 272,946,746.89

d) Avoirs en comptes sans commission non réaillés 616,875,525.14

1. Echéant endéans les 7 jours 542,647,242.37

2. Echéant à plus de 7 j. jusqu'à 3 mois 414,408,455.29

3. Echéant après 3 mois 864,492,242.56

1. Echéant endéans les 7 jours 83,108,456.80

2. Echéant à plus de 7 j. jusqu'à 3 mois 16,945,838.46

3. Echéant après 3 mois Acceptations et chèques : a) Acceptations 60,062,325.82

b) Chèques en circulation 8,346,536.65

En outre : Engagements pour avals et cautions 206,883,029.84

Caisse de retraite David Hansemann A ajouter virement sur le compte de profits et pertes 1917 4,328,139.—

Fondat. Adolph von Hansemann 400,000.—

Fondation Schoeller 470,476.50

Fondat. Dr Arthur Salomonsohn 276,709.40

Fondat. Dr P. D. Fischer 68,450.15

Autres fondations en faveur du personnel 51,539.—

Dividendes des années antérieures non réclamés 746,853.15

Reserves pour l'impôt sur les talents d'actions 415,068.—

A ajouter virement sur le compte de profits et pertes de 1917 575,020.—

Dividende 14 p. c. sur 310,000,000 de marks 310,000.—

Tantièmes au administr. 34,100,000.—

Participation des associés gérants aux bénéfices 1,028,436.01

Solde à nouveau 3,312,105.25

292,619.47

M. 3,429,597,781.24

Ce bilan ne renferme pas les chiffres de celui de notre succursale de Londres.

Comptes de profits et pertes 1917.

DOIT.

Frais généraux inclus tantièmes aux employés M. 22,430,834.92

Bénéfices et contributions 3,614,290.67

Bénéfice net à distribuer 40,390,614.50

M. 66,435,740.09

AVOIR.